

Narbonne, le 24 octobre 2012

Monsieur le Président de la République,

Le 25 octobre prochain le Sénat, avec l'aval du gouvernement, examinera une proposition de loi visant, sans aucune consultation du monde combattant, de même que de la communauté des Français d'Algérie, à faire du 19 mars 1962 la date officielle de la fin de la guerre d'Algérie.

Alors même que l'État avait choisi la date du 5 décembre en guise d'apaisement, pour que soit honorée dignement la mémoire de tous ceux qui ont fait leur devoir en Algérie ou qui y ont vécu et laissé leur vie, votre gouvernement et la majorité qui le soutient, ont décidé de passer en force en imposant la date du 19 mars 1962, contestée par la quasi totalité du monde combattant, et des associations de Harkis et de Pieds-Noirs.

Nous ne saurions oublier que pour tant des nôtres, la date du 19 mars symbolise l'accélération des drames et le déchirement de la perte de la terre natale. Ce fut l'exode de plus de 1 million de Pieds-Noirs abandonnant à tout jamais la terre qui les avait vus naître.

Ce fut également pour nos compatriotes Harkis qui n'envisageaient pas d'autre avenir qu'avec la France, le début du calvaire avec le massacre de 100 000 d'entre eux dans des conditions indescriptibles.

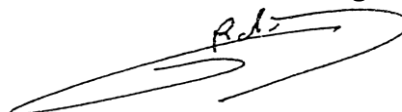
Plutôt que de choisir le parti de la concorde et de la réconciliation nationale, votre majorité a pris le risque de dresser les Français les uns contre les autres pour des raisons politiciennes et d'aviver les fractures et les blessures présentes au cœur de tant de nos compatriotes.

Nous aurions pu attendre de vous, Monsieur le Président de la République, que vous assumeriez votre rôle de Président de tous les Français, respectant les drames et les souffrances de tous ceux qui ont perdu un être cher pendant la guerre d'Algérie, sans exclusive aucune.

Vous avez choisi, au contraire, de soutenir une date de négation des drames et des souffrances subies par les Français d'Algérie, cette décision n'honore ni votre majorité, ni votre présidence, nous le déplorons et le condamnons.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre considération.

Thierry Rolando
Président national du Cercle algérieniste



Association culturelle des Français d'Afrique du Nord